

Avis voté en plénière du 23 juin 2015

Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020

Déclaration du groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

À mi-chemin de la stratégie Europe 2020, le bilan dressé par l'avis de notre assemblée est pour le moins mitigé, tant au regard de l'atteinte des objectifs fixés, que de l'avenir de la stratégie. Dans le contexte d'euroscpticisme que nous connaissons, le CESE réaffirme l'importance des ambitions portées par cette stratégie et appelle à en soutenir les projets de révision. Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse soutient fortement cette position.

Une des difficultés dans la mise en œuvre de la stratégie est celle de l'insuffisance de déclinaison au niveau national de ses objectifs, qui résulte de la nature peu contraignante de cette stratégie, et d'un défaut d'appropriation de cette dynamique européenne par les sociétés civiles. À ce sujet, l'avis préconise de renforcer le processus démocratique en instituant une véritable démarche de concertation et de dialogue. Notre groupe insiste pour que dans cette démarche, une attention particulière soit portée sur les jeunes générations, pour qui, si l'Europe est un acquis, le manque de connaissance et de perception du projet politique qu'elle porte, constitue un vrai risque de désintérêt.

La stratégie doit aller encore plus loin pour conduire l'Union Européenne sur la voie d'un autre modèle de développement plus équilibré et dont le progrès ne se mesure pas sur le seul indicateur du PIB. La proposition d'y adjoindre la démarche des indicateurs du développement durable va ainsi dans le bon sens. Plus généralement, l'avis suggère d'affiner les objectifs de la stratégie Europe 2020, notamment en prenant explicitement en compte le chômage des jeunes dans les objectifs relatifs à l'emploi. Nous approuvons évidemment cette proposition.

L'éducation est l'un des principaux objectifs de la stratégie Europe 2020 qui porte parmi ses ambitions la réduction du décrochage et une montée en qualification de la population totale. À cet égard, l'avis souligne la relativement bonne position de la France dont le taux de diplômés de l'enseignement supérieur se situe au-dessus de la moyenne européenne. Notre groupe souhaite toutefois apporter une nuance à cette satisfaction. Ce résultat repose sur un modèle de service public dont la pérennité est loin d'être assurée. La situation financière des universités françaises est aujourd'hui telle que nombre d'entre elles sont amenées à geler des postes pour équilibrer leurs comptes, ou à laisser la qualité des équipements se dégrader.

L'avis souligne par ailleurs l'échec patent de l'objectif de réduction de la pauvreté dont le risque a augmenté dans la plupart des pays européens et qui touche, comme l'ont montré nos travaux, de plus en plus de jeunes. L'atteinte de cet objectif doit être une priorité.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté en faveur de cet avis.